



PREFET DE L'HERAULT

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial n°34 du 5 mars 2020

Direction des sécurités

Arrêté n°2020-01-303 du 4 mars 2020, constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion de manifestations sur la voie publique

Arrêté n°2020-01-304 du 4 mars 2020, portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité aux entrées des centres commerciaux pour les journées des 7 et 8 mars 2020

Arrêté n°2020-01-299 du 4 mars 2020 portant autorisation des agents agréés du service interne de la sécurité SNCF à procéder à des palpations de sécurité pour les journées des 7 et 8 mars 2020

Arrêté n°2020-01-305 du 4 mars 2020, portant restriction d'achat, vente et transport d'acide, de carburant en jerrican, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager, de tous produits inflammables ou chimiques, sur l'ensemble du département de l'Hérault, ainsi que le transport et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique lors des journées des 7 et 8 mars 2020

Arrêté n°2020-01-282 du 2 mars 2020 autorisant le déroulement de l'épreuve motorisée dénommée 28ème course de côte régionale de Néffies et 4ème course de côte VHC de Néffies le 7 et 8 mars 2020



PREFET DE L'HERAULT

Préfecture

CABINET

Direction des sécurités

Bureau de la planification et des opérations

Arrêté n° 2020/01/303

constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion de manifestations revendicatives sur la voie publique

Le Préfet de l'Hérault
Officier dans l'ordre national du Mérite
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.613-2 et L. 613-3 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'activation du plan Vigipirate au niveau sécurité renforcée – risque attentats, posture Automne Hiver 2019 – Printemps 2020 pour la période comprise entre le 19 octobre 2019 et le 14 mai 2020 ;

VU les demandes formulées par les galeries Lafayette, le centre commercial d'Auchan et le Polygone de Béziers, par le centre commercial et pôle ludique Odysseum, les commerces Darty et Géant Casino et le Polygone de Montpellier en date du 03 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau élevé de menace terroriste et que les centres commerciaux constituent une cible particulièrement vulnérable ;

CONSIDÉRANT le contexte national actuel d'affrontements avec les forces de l'ordre, de rixes et de dégradations de biens publics et privés à l'occasion des précédentes manifestations liées aux mouvements dits des « gilets jaunes » ;

CONSIDÉRANT que des appels, et notamment un appel régional, ont été lancés dans le contexte des mouvements dits des « gilets jaunes » et largement relayés sur les réseaux sociaux ; que de nouvelles manifestations et rassemblements, souvent non déclarés, sont à prévoir dans l'Hérault et que les communes de Montpellier et de Béziers sont notamment visées comme cibles pour les journées des 07 et 08 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que les différents rassemblements, pour certains non déclarés, qui se sont tenus de manière éclatée dans l'Hérault lors des précédentes journées de mobilisation, ont été émaillés d'actes de violences et de dégradations ; que des enseignes commerciales, des établissements bancaires et des abribus ont été pris pour cible à Montpellier ;

CONSIDÉRANT que lors de précédents week-ends, les manifestants « gilets jaunes » ont investi les gares SNCF de Béziers et de Montpellier et occupés les voies durant une dizaine de minutes ;

CONSIDÉRANT que les dispositifs mis en place dans le centre-ville de Montpellier ont permis lors des week-ends précédents d'éviter des intrusions et débordements dans les gares et centres commerciaux des dites communes ;

CONSIDÉRANT que lors des précédents week-ends, des affrontements de plus en plus violents des manifestants « gilets jaunes » avec les forces de l'ordre et des dégradations de biens ont été recensés dans le centre-ville de Montpellier, avec notamment la destruction de vitrines, l'incendie de containers et l'inscription de tags sur plusieurs murs ;

CONSIDÉRANT que lors des dernières manifestations, plusieurs groupes de personnes ont mené des actions violentes visant à dégrader un certain nombre de biens dans le centre-ville de Montpellier et à s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre ;

CONSIDÉRANT que les manifestations précédentes ont démontré la détermination de certains groupes de personnes à s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre, d'établir des stratégies alliant mobilité et effet de surprise et d'utiliser des pavés, pierres de parement et des billes d'acier sur leur passage ;

CONSIDÉRANT que lors de la manifestation du samedi 2 mars 2019, les rues du centre-ville de Montpellier ont été le théâtre d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ;

CONSIDÉRANT que dans l'après-midi du 2 mars 2019 dans les rues du centre-ville de Montpellier et notamment en fin d'après-midi, aux abords de la Préfecture, des engins pyrotechniques, des cocktails Molotov et de nombreux projectiles divers (œufs, vis, boulons) ont été utilisés par les manifestants ; que des matelas, des palettes, des containers à ordures ont été laissés sur la voie publique faisant office de combustible par les manifestants ;

CONSIDÉRANT que le 23 mars 2019, une montée en puissance des violences a été constatée au fil de la manifestation avec l'incendie d'une voiture, la destruction d'abribus et des établissements bancaires pris pour cible, de plus les casseurs n'ont pas hésité à utiliser des cocktails molotov à l'encontre des forces de l'ordre ;

CONSIDÉRANT que lors de la manifestation du samedi 8 juin 2019, des actes violents ont été commis envers les forces de l'ordre et que les faits recensés ont donné lieu à 20 interpellations ;

CONSIDÉRANT que le samedi 3 août 2019, les manifestants ont tenté de prendre comme cible la gare de Montpellier Saint-Roch ;

CONSIDÉRANT que le samedi 17 août 2019, à Montpellier, les manifestants ont tenté d'envahir le centre commercial du Polygone, la gare SNCF Saint-Roch ainsi que la préfecture ;

CONSIDÉRANT que des nombreux actes violents ont été commis le samedi 7 septembre 2019 par les manifestants dans le centre-ville de Montpellier envers les forces de l'ordre et que de nombreuses dégradations de biens publics et privés constatées dans le centre-ville de Montpellier ;

CONSIDÉRANT que le samedi 21 septembre 2019, les forces de l'ordre ont été la cible d'engins détonants ; que de nombreux incidents ont été recensés pour cette journée dans le centre-ville de Montpellier donnant lieu à 13 interpellations ;

CONSIDÉRANT que le samedi 28 septembre 2019, les manifestants ont tenté de pénétrer dans le centre commercial du Polygone après avoir dégradé le rideau métallique du lieu en question, ces affrontements faisant par ailleurs état de 4 policiers blessés ;

CONSIDÉRANT que le samedi 5 octobre 2019, les manifestants au nombre de 280 se sont déplacés en cortège vers la gare Saint-Roch et par la suite vers le centre commercial du Polygone, munis de « cacatov » dont l'objectif était de préparer un acte de violence ;

CONSIDÉRANT que lors de la manifestation du samedi 9 novembre 2019, des actes violents ont été commis envers les forces de l'ordre et que les faits recensés ont donné lieu à 12 interpellations ;

CONSIDÉRANT que lors de la manifestation des 1^{er} et 2 février derniers, les affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre ont été violents et 6 policiers ont été blessés ;

CONSIDÉRANT qu'il y a tout lieu de penser que les violences urbaines commises lors des précédents rassemblements sont susceptibles de se reproduire à l'occasion des prochaines manifestations ;

CONSIDÉRANT que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des débordements et violences en marge des manifestations revendicatives dites des « gilets jaunes » caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT qu'une mobilisation des manifestants est attendue à Montpellier et à Béziers pour les journées du samedi 07 mars et du dimanche 08 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que dans ce contexte national et local, le maintien du bon ordre, de la salubrité publique, de la sécurité publique, et de la tranquillité publique ne peut être assuré que par des mesures particulières de contrôle des personnes aux entrées et dans les parkings des centres commerciaux pour les journées du samedi 07 mars et du dimanche 08 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments énoncés, il apparaît nécessaire que les entrées des galeries Lafayette, le centre commercial d'Auchan, le Polygone de la commune de Béziers, les entrées et le parking du pôle ludique Odysseum, du magasin Darty, et du Géant Casino ainsi que du Polygone de la commune de Montpellier, fassent l'objet de mesures renforcées de surveillance et de sécurité le samedi 07 mars et du dimanche 08 mars 2020 ;

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, Directeur de cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Les circonstances particulières susvisées justifient :

- pour la journée du samedi 07 mars 2020 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :
 - pour le centre commercial et le pôle ludique Odysseum de 8 heures 30 à 22 heures ;
 - pour l'accès au magasin Darty (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
 - pour l'accès au Géant Casino (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
 - pour le passage et l'accès aux boutiques du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures ;
 - pour les Galeries Lafayette de Béziers de 9 heures 30 à 19 heures 30 ;
 - pour le centre commercial Auchan de Béziers de 8 heures 30 à 21 heures 30 ;
 - pour le Polygone de Béziers de 10 heures à 20 heures ;
- pour la journée du dimanche 08 mars 2020 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :
 - pour l'accès au Géant Casino (Odysseum) de 8 heures 30 à 13 heures ;
 - pour le centre commercial Auchan de Béziers de 8 heures 30 à 12 heures 30 ;

Article 2 : Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1^{er} ne peuvent être réalisées que par des personnes bénéficiant d'un agrément préfectoral pour l'exercice de ces opérations.

Article 3 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de l'Hérault, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault et Monsieur le général, commandant du groupement départemental de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le - 4 MARS 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le sous-préfet, directeur de cabinet


Richard SMITH

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.



PREFET DE L'HERAULT

Préfecture

CABINET

Direction des sécurités

Bureau de la planification et des opérations

Arrêté n° 2020/01/304

portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité aux entrées des centres commerciaux pour les journées des 07 et 08 mars 2020

Le Préfet de l'Hérault
Officier dans l'ordre national du Mérite
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 613-2, R 613-6 et R 613-7 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté du préfet de l'Hérault en date du 04 mars 2020 constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion des manifestations revendicatives sur la voie publique ;

VU les demandes formulées par les galeries Lafayette, le centre commercial d'Auchan et le Polygone de Béziers, par le centre commercial et pôle ludique Odysseum, les commerces Darty et Géant Casino et le Polygone de Montpellier en date du 03 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que le personnel déclaré par lesdites entreprises remplit les conditions imposées par la réglementation ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Sont agréés en vue de procéder à des missions de palpation de sécurité :

À l'occasion de la journée du samedi 07 mars 2020 de 8 heures 30 à 22 heures :

- pour le parking, la galerie marchande et le centre commercial Odysseum de Montpellier :

PIOCH Jessy, n°CAR-034-05-03-20190014708

ANDRE Vincent, n°CAR-034-2022-08-16-20170289826

CURABET Gregory, n° CAR-034-2024-06-21-20190073925

DEGOUTHOU Yanis, n° CAR 034-2019-10-05-20140021835

FERRER Alexandre, n°CAR-034-2020-06-22-20150479359

JUILLARD Arnaud, n°CAR-034-2023-10-24-20180329282

MOLARD Laurent, n° CAR 030-2020-02-27-20150171467

CLEMENTE Diego, n° CAR-030-2023-01-22-20180144982

AINOZA Louis Philippe, n° CAR -034-2019-07-01-20140015019

LIBERCIER Eric, n°CAR-034-2022-07-20-20170278600

DELCOURT Thomas, n° CAR-034-2023-01-05-20170297360

DUBOIS Remy, n° CAR-034-2020-05-29-20150463575

GERVAIS Julien, n° CAR-034-2023-10-04-20180014883

JACQUES Julien, n°CAR-030-2021-08-10-20160522970

MARAND Bruno, n° CAR-034-2024-03-01-20190022919
MARCO Stéphane, n° CAR-034-2021-11-15-20160248588
MASSIN Guillaume, n° CAR-039-222-03-15201770563666
PUJOL Victor, n° CAR-034-2022-11-13-20170497426
TEISSIER Pierrick, n° CAR-034-2019-09-23-20140100862
SEIGNEURET Sébastien, n° CAR-034-2023-10-19-20180652765
BOUSSIF Tarek, n° CAR -034-2023-09-19-20180343601
SERVENT Dan, n° CAR-034-2020-03-24-20150145115
BESSIERE Jonathan, n° CAR-034-2020-01-27-20150145222
MAHIOU Madjid, n° CAR -01-2017-01-02-F-00000189

- pour l'accès au magasin DARTY (Odysseum) :
FAHCHOUCH Farid, n° CAR-034-2115-12-14-20160494509

À l'occasion des journées du samedi 07 mars 2020 de 8 heures 30 à 22 heures et du dimanche 08 mars 2020 de 8 heures 30 à 13 heures, pour l'accès au GEANT CASINO (Odysseum) :

BEK Clément, n°CAR-034-2022-01-19-20170571105
CHARENT Joël, n°CAR-034-2019-09-18-20140081040
BLAT Vincent, n°CAR-034-2019-11-24-20140409163
DOS SANTOS Pierre, n°CAR-075-2020-05-27-20150475571
FERNANDEZ François, n° CAR-083-2021-11-04-20160197893
RECEVEUR Frédéric, n° CAR-034-2019-09-18-20140376846
TABTEN Cherif, n° CAR-034-2020-08-10-20150436170

À l'occasion de la journée du samedi 07 mars 2020 de 7 heures à 22 heures pour le passage de la galerie du polygone de Montpellier et l'accès aux boutiques :

PEPPOLONI Fabrice, n° CAR-030-2024-01-10-20180675243
FERRARI Loris-Paul, n° CAR-034-2025-01-07-20190704283

À l'occasion de la journée du samedi 07 mars 2020 de 9 heures 30 à 19 heures 30 pour les galeries Lafayette de Béziers :

BRUHIER Geoffroy, n° 018158
LANET Fabrice, n° CAR 034-2019-01-21-20-140319353
AMAR Ouchicha, n° CAR SO12017-03-30-F00037184

À l'occasion des journées du samedi 07 mars 2020 de 8 heures 30 à 21 heures 30 et du dimanche 08 mars 2020 de 8 heures 30 à 12 heures 30 pour le parking, la galerie marchande et le centre commercial Auchan de Béziers :

DURANTI Franck, n° CAR-034-2019-05-27-20140072161
BLIND Laurent, n° CAR-034-2019-05-27-20140086479
BEN KHALED Mohamed, n° CAR-034-2019-05-27-20140072183
VIAL Eric, n° CAR-034-201905-27-20140072017
BOUILS Jean, n° CAR-034-2019-05-29-20140072174
ESPENEL Morgan, n° CAR-034-2020-12-23-20150072148
SLIMANE Sofiane, n° CAR-034-2019-04-17-20140298648
MARTINEZ Nicolas, n° CAR-034-2019-03-20-20140047427

GILABERT Axel, n° CAR-034-2019-11-09-20140116206
DEMAREST Mathieu, n° CAR-069-2024-09-24-2019017317
VALENTI Mickaël, n° CAR-034-2021-07-20-20160278613
TETON Thierry, n° CAR-034-2019-02-13-20140036122
STEPHAN Nicolas, n° CAR-034-2024-04-16-20190088547
BONSIGNOUR Anthony, n° CAR-034-2024-12-19-20190041260
MARIN Kévin, n° CAR-034-2021-07-01-20160500609
WAHART Mathieu, n° CAR-034-2022-10-02-20170304014
CABRE Dylan, n° CAR-034-2020-01-29-20140392675
DOSSO Vakaramoko, n° CAR-034-2023-05-25-20180302720
GUILLEMOTO David, n° CAR-077-2023-04-01020180327601
CARRACO Julien, n° CAR-034-2022-05-31-20170588580
SERGENT Alice, n° CAR-082-2022-07-10-20170576697
CRUZ Lucas, n° CAR-034-2020-08-31-20150060616

À l'occasion de la journée du samedi 07 mars 2020 de 10 heures à 20 heures pour le centre commercial Polygone de Béziers :

DEKYDSPOTTER Steve, n° CAR-034-2019-08-19-20140091148
MASNATA Patrice, n° CAR-034-2018-12-15-20130012828
FABRE Gérard, n° CAR-034-2019-08-28-20140086083
STEPHEN Olivier, n° CAR-034-2019-07-22-20140046768
LECLEACH Cédric, n° CAR-034-2020-05-29-20150161074
BACOT Mathieu, n° CAR-034-2020-01-21-20150152111
FOTSING FONGANG Jules, n° CAR-034-2020-02-02-20150094769
MARTINEZ Christophe, n° CAR-034-2020-03-25-20150163173
ANDOQUE Arnaud, n° CAR-034-2021-11-17-20160553659
DE BATTISTA Fabrice, n° CAR-034-2020-02-13-20150152676
FOUILHE Benjamin, n° CAR-034-2023-06-25-20180645743
GRANATO Anthony, n° CAR-034-2022-01-13-20170272094
GREGOIRE Sébastien, n° CAR-034-2022-10-03-20170589079
HERNANDEZ Olivier, n° CAR-034-2020-09-23-20150205312
HIS Didier, n° CAR-034-2022-07-12-20170540655
KAHLAOUI Imad, n° CAR-034-2021-02-19-20160226946
LIROLA Julien, n° CAR-034-2021-03-17-20160533545
LOLLIA Jean-Raymond, n° CAR-034-2020-02-03-20150043093
MAHOUE Junior, n° CAR-034-2019-10-02-20140097030
MERLE Daniel, n° CAR-034-2023-10-2320180022550
NACU Sergueï, n° CAR-034-2021-04-18-20156019824
ROCHE Alicia, n° CAR-034-2020-10-05-20150489875
ROUCAYROL David, n° CAR-034-2021-10-12-20160240551
TOUYAROU Eric, n° CAR-034-2021-07-27-20160189661
BAUDIN Marie-Hélène, n° CAR-034-2021-09-05-20160339346
BAUDIN Jean-Jacques, n° CAR-034-2020-09-16-20150396624
CLOQUELLE Pauline, n° CAR-034-2023-02-08-20180615107
FERRAG Hakim, n° CAR-095-2020-04-17-20150461837
FRECHIN Ludovic, n° CAR-070-2023-04-10-201806030926
GALIBERT Jonathan, n° CAR-034-2022-05-05-20170591571
MERESSE Joël, n° CAR-059-2020-09-28-20150201247
OUGIER Quentin, n° CAR-034-2022-01-31-20170475278
BESSAINT Jacques, n° CAR-6034-2024-04-09-2019-0336590
RONDEL Pascal, n° CAR-034-2023-08-24-20180058792

Article 2 : Les missions de palpation de sécurité sont exercées dans le seul cadre d'un arrêté constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique tel que mentionné à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure.

Article 3 : La palpation doit être effectuée par une personne de même sexe que la personne qui en fait l'objet, et avec le consentement exprès de celle-ci.

Article 4 : Les agréments mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté deviennent caduques lorsque les agents cessent leurs fonctions au sein du service interne de sécurité.

Article 5 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de l'Hérault, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault, Monsieur le général, commandant du groupement départemental de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs dont un exemplaire sera adressé aux procureurs de la République et notifié aux polygones de Montpellier et de Béziers, aux galeries Lafayette de Béziers, au centre commercial Auchan de Béziers, au centre commercial Odysseum de Montpellier, à la boutique Darty et au centre commercial Géant Casino d'Odysseum.

Fait à Montpellier, le - 4 MARS 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le sous-préfet, directeur de cabinet


Richard SMITH

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.



PREFET DE L'HERAULT

**Arrêté préfectoral n° 2020/01/299
portant autorisation des agents agréés du service interne de la
sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité
les 06 et 07 mars 2020**

Le Préfet de l'Hérault
Officier dans l'ordre national du Mérite
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L.613-2 et L. 613-3 ;

VU le code des transports, notamment les articles L.2251-1 et L.2251-9 ;

VU l'activation du plan Vigipirate au niveau sécurité renforcée – risque attentats, posture Automne Hiver 2019 – Printemps 2020 pour la période comprise entre le 19 octobre 2019 et le 14 mai 2020 ;

VU le décret 2016-1281 du 28 septembre 2016 modifiant le décret n°2007-1322 du 7 septembre 2007 relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens, notamment son article 7-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté modificatif portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité, d'inspection et de fouille de bagages, en application de l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 8 août 2018 ;

VU la demande en date du 02 mars 2020 formulée par la SNCF sollicitant la mission de procéder à des mesures de palpation par des agents de leur service interne dans les gares de Montpellier Saint-Roch et Sud de France, et la gare de Béziers les vendredi 6 mars 2020 et samedi 07 mars 2020 de 06 heures à minuit ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés par l'arrêté pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 8 août 2018 mentionné ci-dessus peuvent procéder à des mesures de palpations de sécurité, d'inspection et de fouille de bagages, dans les gares, dans les limites de la durée et du lieu déterminé par ledit arrêté constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionné à l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure ;

CONSIDÉRANT que le niveau élevé de la menace terroriste crée des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

CONSIDÉRANT que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau élevé de menace terroriste et que les gares constituent une cible des terroristes et un des lieux privilégiés de risque d'attentat ;

CONSIDÉRANT que depuis le début de l'année 2020, les faits d'agression, de vols et de violences envers les personnes sont en augmentation dans les gares de Montpellier et de Béziers ;

CONSIDÉRANT que ces faits de violences et d'agressions à l'encontre des voyageurs ont été notamment commis par des personnes munies d'armes blanches dans l'enceinte des gares de Montpellier ;

CONSIDÉRANT que des rixes entre personnes sont également en augmentation dans l'enceinte des gares nommées ;

CONSIDÉRANT que des faits de violence avec arme à l'encontre des personnes ont également eu lieu dans les trains aux départs des gares de Montpellier, et notamment dans les trains à destination de Béziers, ce qui met en danger la sécurité des voyageurs ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ces éléments, il apparaît nécessaire de procéder à des mesures de palpation de sécurité des personnes aux départs des trains de Montpellier et de Béziers ;

CONSIDÉRANT que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des faits d'agression, de vols et de violences en augmentation envers les voyageurs caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique permettant de procéder à des mesures de palpations de sécurité ;

CONSIDÉRANT que ces circonstances particulières justifient la mise en œuvre de mesures de contrôle renforcées avec notamment la possibilité de faire procéder par des agents du service interne de sûreté de la SNCF agréés par arrêté du préfet de police des Bouches-du-Rhône à des mesures de palpation de sécurité au sein des gares de Montpellier et de Béziers ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments énoncés, il apparaît nécessaire que la gare de Montpellier Saint-Roch, la gare Sud de France et la gare de Béziers fassent l'objet de mesures renforcées de surveillance et de sécurité les vendredi 06 mars et samedi 07 mars de 06 heures à minuit ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Les circonstances particulières susvisées justifient le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure dans les gares de Montpellier Saint-Roch et Sud de France, et la gare de Béziers les vendredi 06 mars et samedi 07 mars de 06 heures à minuit ;

Article 2 : Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1^{er} ne peuvent être réalisées que par des agents du service interne de sécurité de la SNCF, agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du décret n° 2007-1322 du 7 septembre 2007 modifié, relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports.

Article 3 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de l'Hérault et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le - 4 MARS 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le sous-préfet, directeur de cabinet


Richard SMITH

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé soit devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.

Préfecture

CABINET
DIRECTION DES SECURITES
BUREAU DES PREVENTIONS ET DES
POLICES ADMINISTRATIVES

Arrêté n° 2020 - 01 - 305 portant restriction d'achat, vente, et transport d'acide, de carburant en jerrican, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager, de tous produits inflammables ou chimiques, sur l'ensemble du département de l'Hérault ainsi que le transport et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique lors des journées du 7 et 8 mars 2020

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2215-1 ;

VU le code de sécurité intérieur ;

VU le code pénal ;

VU le code de la défense ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Considérant les dangers, les accidents, les risques de panique et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée ou détournée d'acide, de carburant, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

Considérant que les risques de troubles à la tranquillité et à l'ordre publics provoqués par l'emploi des consommables susvisés sont particulièrement importants à l'occasion de manifestations revendicatives sur la voie publique ;

Considérant les incendies volontaires, les dégradations de mobilier urbain et les rixes avec les forces de l'ordre constatés sur le territoire national à l'occasion des précédentes manifestations liées au « mouvement des gilets jaunes » ;

Considérant que le transport et la consommation excessive de boissons alcoolisées par des individus sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique engendrent des attroupements de personnes, des désordres importants, des rixes et des dégradations ; que le comportement agressif des personnes en état d'ébriété porte au demeurant atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et oblige les services d'ordre à intervenir pour régler les situations conflictuelles ;

Considérant que le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publics ne peut être assuré que par des mesures restreignant les modalités de distribution d'acide, de carburant, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de l'Hérault.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}:

L'achat, la vente, et le transport d'acide, d'artifices de divertissement, de carburant en jerrican, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques est interdit sur l'ensemble du département de l'Hérault du vendredi 6 mars 20 h au lundi 9 mars à 7h.

Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels justifiant d'une activité rendant nécessaire l'utilisation des consommables susvisés.

Pour bénéficier de cette dérogation, les professionnels mentionnés au présent article devront présenter un justificatif de leur activité professionnelle (notamment carte professionnelle, Kbis, attestation de l'INSEE).

ARTICLE 2:

Le transport, la détention et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique sont interdits.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux : auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le internet www.telerecours.fr

ARTICLE 4 :

Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, les maires du département de l'Hérault, les dépositaires et revendeurs des consommables susvisés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 04 MARS 2020

Pour le Préfet, et par délégation,
Le directeur de cabinet


Richard SMITH

Préfecture

CABINET
DIRECTION DES SECURITES
Bureau de la prévention et de la police administrative
FB

Arrêté n° 2020/01/282 du 2 mars 2020
Autorisant le déroulement de l'épreuve motorisée dénommée
28^{ème} course de côte régionale de Neffïès et 4^{ème} course de côte VHC de Néffïes
Les 7 et 8 mars 2020

Le préfet de l'Hérault
Officier dans l'ordre national du mérite,
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de la Route et notamment les articles L411-7, R411-10 à R411-12 et R411-29 à R411-32 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code du sport et notamment les articles A.331-16 à A.331-32 et R.331-6 à R.331-45 ;
- VU le règlement général de la fédération française du sport automobile;
- VU le règlement standard des courses de côte et slaloms de la fédération française du sport automobile ;
- VU les règles techniques et de sécurité des montées et courses de côte émises par la fédération française du sport automobile ;
- VU le règlement particulier de la manifestation approuvé par la FFSA ;
- VU la demande présentée le 18 novembre 2019 par le président de l'association sportive automobile Montpellier –Méditerranée, en vue d'organiser les 7 et 8 mars 2020, une course de côte dénommée 28^{ème} course de côte régionale de Neffïès et 4^{ème} course de côte VHC de Néffïes;
- VU l'arrêté conjoint du président du conseil départemental de l'Hérault et du maire de la commune de Néffïes portant mesures de restriction de circulation ;
- VU le permis d'organisation n° CC3/2020 et 21 délivré par la FFSA le 12 décembre 2019;
- VU l'attestation d'assurance, souscrite auprès de la compagnie Lestienne ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale de sécurité routière de l'Hérault en date du 25 février 2020;
- VU la circulaire interministérielle du 13 mars 2018 portant simplification réglementaire de l'organisation des épreuves sportives et clarification des conditions d'indemnisation des services d'ordre ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2019-I-1285 du 1^{er} octobre 2019, donnant délégation de signature à Monsieur Richard SMITH, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault;

SUR proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le président de l'association sportive automobile Montpellier – Méditerranée est autorisé, sous son entière responsabilité et dans les conditions fixées par les textes susvisés et le présent arrêté, à organiser le **samedi 7 mars et dimanche 8 mars 2020**, une course de côte dénommée "**28^{ème} course de côte régionale de Néffies et 4^{ème} course de côte VHC de Néffies**" sur le parcours annexé au présent arrêté;

ARTICLE 2 : L'autorisation demeure subordonnée à la stricte observation des mesures destinées à protéger le public et les coureurs, prévues par le plan de sécurité établi par les organisateurs, et les textes susvisés. L'organisateur devra se conformer au règlement général, au règlement standard des courses de côte et slaloms et aux règles techniques et de sécurité de la fédération française du sport automobile.

ARTICLE 3 : L'organisateur prendra en charge les frais entraînés par l'organisation du service d'ordre et la mise en place du service de sécurité.

ARTICLE 4 : L'organisateur sera responsable des dommages et dégradations de toute nature pouvant être causés par lui-même et les concurrents à la voie publique ou à ses dépendances, aux biens et aux lieux domaniaux.

ARTICLE 5 : L'organisateur mettra en place des itinéraires de déviation le jour de l'épreuve conformément au dossier déposé et les signalera par la pose de panneaux conformément à l'arrêté conjoint du président du conseil départemental de l'Hérault et du maire de Néffies ci-joint en annexe;

ARTICLE 6 : L'organisateur mettra en place un dispositif de sécurité et de signalisation conforme à la réglementation de nature à garantir la sécurité du public et des participants, ainsi qu'un nombre suffisant de commissaires de course, aux points sensibles du parcours :

- L'accès de la route de course est formellement interdit au public qui ne sera admis à stationner que dans les zones prévues à cet effet par l'organisateur dans le respect des règles techniques et de sécurité de la Fédération Française du Sport Automobile (voir zones en annexe). Les commissaires de course assureront la police de ces zones (liste des commissaires en annexe).
- L'organisateur devra mettre en place un dispositif de sécurité et de signalisation conforme à la réglementation de nature à garantir la sécurité du public et des participants, ainsi qu'un nombre suffisant de commissaires de course, aux points sensibles de l'itinéraire pour que l'organisateur puisse être renseigné en temps réel sur le comportement du public.
- Tous les chemins ayant un débouché direct sur la piste devront être fermés en amont de celle-ci afin d'empêcher tout spectateur d'accéder au circuit.
- L'organisateur rappellera aux commissaires les obligations qui leur incombent en matière de signalement du public.

Tout spectateur qui stationne dans une zone interdite au public doit être considéré comme un incident donnant lieu à un arrêt de course.

- L'organisateur devra informer le public, par voie de presse, radio, affiches, des horaires d'interdiction de circulation avec mention des routes frappées d'interdiction et lui rappeler par tous moyens les règles élémentaires de sécurité. Les différentes possibilités d'accès aux sites réservés aux spectateurs seront par ailleurs fléchées.
- Conformément aux règles techniques et de sécurité émises par la Fédération Française du Sport Automobile, les zones réservées au public ainsi que leur accès doivent être bien identifiées par de la rubalise de couleur verte. Les zones interdites seront signalées par des panneaux réglementaires conformes à l'annexe 1 des règles techniques et de sécurité des rallyes, et les zones interdites estimées dangereuses devront être à minima rubalisées en rouge.

ARTICLE 7 : Les photographes et journalistes accrédités sont soumis aux mêmes obligations et interdictions que le public pendant le déroulement de la course.

ARTICLE 8 : Toutes les dispositions nécessaires devront être prises pour qu'aucun obstacle ne gêne l'accès des moyens de secours. Les services de sécurité seront en place ½ heure avant le début de l'épreuve. Une demi-heure avant le début de la manifestation, le service d'ordre s'assurera de l'évacuation totale de la route par le public.

ARTICLE 9 : La couverture médicale sera assurée par la présence d'un médecin réanimateur, deux VSAV et d'un VSR, conformément au dossier déposé par l'organisateur.

Le P.C. sécurité et la direction de course seront implantés sur la ligne de départ (RD15) et joignable au 06.80.33.88.79.

L'organisateur devra disposer de liaisons radio ou filaire entre le P.C. et les points d'observation en nombre suffisant, implantés sur le parcours.

Le Dr. DESLANDES Jean-Claude (tél : 06 37 88 89 42) est désigné comme responsable des secours. Il devra être en mesure d'alerter les secours publics pendant toute la durée de la manifestation. Une heure avant le départ de la course, les organisateurs devront communiquer ce numéro de téléphone au CODIS 34 (Tél. 04.99.06.70.00 ou 18).

En cas d'accident et en rapport avec le médecin responsable de la manifestation, le responsable des secours contactera le SAMU centre 15 (Tél.15) ou le CODIS 34 (Tél. 04.99.06.70.00 ou 18) et les services de Gendarmerie (17). Il précisera le lieu et les circonstances exactes de l'accident, afin que l'intervention des secours puisse se faire dans les meilleurs délais, avec les moyens adaptés à la situation.

Le responsable de la sécurité et l'organisateur technique arrêteront immédiatement le déroulement de la manifestation concernée et en informeront les forces de sécurité publique ainsi que la Direction Départementale de la Cohésion Sociale à l'adresse mail suivante : ddcs-secretariat-direction@herault.com

ARTICLE 10 : Les organisateurs devront rappeler aux spectateurs et aux concurrents les consignes de prudence ainsi que l'interdiction formelle d'allumer du feu, y compris de fumer, dans la zone où ils seront amenés à circuler et à stationner. Chaque véhicule et chaque poste de commissaires devront être équipés d'un extincteur en état de fonctionnement.

ARTICLE 11 : Les propriétés privées doivent être respectées ainsi que la tranquillité et la sécurité des riverains, conformément aux dispositions décrites dans le dossier des organisateurs. Les organisateurs devront également rappeler au public qu'il est tenu de respecter la propriété d'autrui ainsi que les consignes du service d'ordre.

ARTICLE 12 :Il est formellement interdit :

- de jeter les journaux, prospectus, tracts ou échantillons de produits divers, lancés, soit par l'organisateur lui-même, soit par les concurrents prenant part à cette manifestation ;
- d'allumer des feux de toute nature, y compris de fumer ;
- de faire tout acte de propagande visant des buts étrangers à l'épreuve elle-même.

ARTICLE 13 : Dans l'intérêt de la sécurité routière, sur le réseau routier départemental emprunté par la manifestation, **sont interdits :**

- le marquage à la peinture des chaussées et dépendances, quels que soient la nature des indications et le procédé utilisé pour sa réalisation.
- d'apposer des placards, papillons ou affiches sur les signaux réglementaires et leurs supports, sur les plantations, sur les équipements et ouvrages situés dans les emprises du domaine routier ou surplombant celui-ci. Toutefois, le gestionnaire du réseau routier permet de déroger à cette interdiction :

- sous réserve que les dispositifs légers mis en œuvre ne dégradent pas la qualité des équipements routiers, leur perception et leur compréhension.
- sous réserve que ces dispositifs soient obligatoirement déposés dans un délai de 24h après la manifestation.

Le gestionnaire du réseau routier se réserve la possibilité d'engager une procédure d'indemnisation pour dommage au domaine public à l'encontre des organisateurs en cas de manquement à ces prescriptions.

ARTICLE 14 : Toute implantation de débit de boissons temporaire, toute vente d'articles tels que revues, photos, tee-shirts, casquettes, ou autres, qui ne devront pas être imposés aux spectateurs, ne pourront être effectués qu'après obtention préalable par les organisateurs d'une autorisation municipale. Aucun débit de boissons temporaire, prévu à l'article L 3334-2 du code de la santé publique, ne devra être autorisé sur le parcours de l'épreuve.

ARTICLE 15 : La manifestation ne pourra débuter que lorsque l'organisateur technique aura produit à M. le préfet ou à son représentant une attestation écrite précisant que toutes les prescriptions mentionnées dans l'autorisation ont été respectées.

Ainsi que mentionné au dossier déposé par l'organisateur, le rôle de l'organisateur technique sera rempli par M. Jean-Charles MASSU joignable au n° de téléphone 06.09.09.85.83.

L'attestation sera communiquée avant le départ de la manifestation par fax au 04.67.66.36.30 ou par mail à : pref-standard-herault@herault.gouv.fr, l'original sera envoyé par courrier à la préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 16: L'autorisation pourra être rapportée par M. le commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault ou son représentant, agissant par délégation de l'autorité compétente, soit avant le départ de la compétition, soit au cours du déroulement de celle-ci, s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies du fait d'événements majeurs tels que par exemple des phénomènes météorologiques exceptionnels, ou que les organisateurs, malgré la mise en demeure qui leur aura été faite par l'autorité administrative, ne respectent plus ou ne font plus respecter les dispositions que le règlement particulier de la manifestation prévoyait en vue de la protection du public ou des concurrents. Dans ce cas, les forces de sécurité publique informeront sans délai la préfecture au 04.67.61.61.61.

ARTICLE 17 : Toutes infractions au dispositif du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de l'article R 610-5 du nouveau code pénal, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités plus graves prévues par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 18 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Hérault, le président du conseil départemental de l'Hérault, le maire de Neffiès, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié aux organisateurs et aux membres de la commission départementale de sécurité routière.

Pour le préfet et par délégation
Le Sous-Préfet , directeur de cabinet

signé

Richard SMITH



Montpellier, le 28 février 2020

Direction Générale
des Services

Arrêté Conjoint

DGA – Aménagement du territoire
Pôle routes et mobilités
Direction des politiques techniques et de l'innovation
Service exploitation et sécurité routière
Dossier suivi par : Laurent RAYNAUD
T : 04 67 67 70 42
Références : 2020-03-08 - course de côte de Neffîès

Objet : DGA AT – restrictions de circulation – RD15 Neffîès

Le président du Conseil départemental de l'Hérault,

Le maire de la commune de Neffîes,

Vu l'article L 3221-4 du Code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la route et notamment le livre 4;

Vu le code de la voirie routière;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 8ème partie : signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel;

Vu le règlement de voirie départemental;

Vu l'arrêté de M. le Président du Conseil Départemental de l'Hérault portant délégation de signature;

Vu la demande de M. MASSU Jean Charles, représentant l'Association sportive automobile Montpellier Méditerranée, d'emprunter le réseau routier départemental à l'occasion d'une manifestation motorisée;

Vu l'avis de la Commission départementale de sécurité routière réunie le 25 février 2020 à Neffîès;

Considérant l'obligation de réglementer la circulation sur le réseau routier départemental, en vue d'organiser la manifestation motorisée « Course de côte de Neffîès » et de préserver la sécurité des participants, des spectateurs et des usagers de la route;

Arrêtent

Article 1

La circulation et le stationnement de tous les véhicules seront règlementés, dimanche 08 mars 2020 de 7h00 à 19h00 (ou après le passage de la voiture balai de l'organisation matérialisant la fin de la course), conformément aux dispositions suivantes :

- **RD15 - Interdiction de circulation et de stationnement**

Section comprise entre :

- PR 23+000, (intersection RD15/Rue des Vignerons) en agglomération de Neffies

et

- PR26+000, hors agglomération sur le territoire de la commune de Neffiès.

En cas de nécessité, l'organisateur devra laisser le passage aux véhicules de secours, qui restent prioritaires sur la course.

Les accès aux parkings spectateurs et accès divers seront gérés par l'organisateur.

Article 2

La route sera annoncée barrée et la circulation déviée par les RD124 et 174 via Fontés, au droit des intersections ci-après :

- RD15 (PR22+682) intersection RD174 (avenue du Conseil Général) en agglomération de Neffiès.
- RD15 (PR30+333) intersection RD124, hors agglomération sur le territoire de la commune de Cabrières.

La déviation sera balisée sur l'ensemble de l'itinéraire.

Article 3

La réglementation qui précède sera signalée conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (LIVRE 1-8° partie).

L'organisateur, M.MASSU Jean Charles (06.09.09.85.83), représentant l'association sportive automobile de Montpellier Méditerranée (Allée des loisirs, 34250 PALAVAS LES FLOTS) a pour obligation d'assurer la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance de la signalisation sous sa responsabilité et à sa charge, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 4

Un état des lieux a été effectué mardi 25 février 2020 par les services du Département, sur les sections de routes départementales utilisées comme parcours.

Cette visite est formalisée par un constat conjoint, validé par l'organisateur de la manifestation et le gestionnaire de la route.

A l'issue de la course, une visite de contrôle sera organisée par les services du Département.

Conformément aux dispositions du Code du sport, l'organisateur a obligation de remettre en état les voies ouvertes à la circulation publique et leurs dépendances dont il a obtenu l'usage privatif à l'occasion de la manifestation et s'engage à prendre à sa charge tous dommages constituant une dégradation d'ouvrage.

Le marquage des chaussées (inscriptions, signes ou dessins) est proscrit.

Article 5

Cet arrêté devra être affiché au droit des zones règlementées.

Article 6

M. le Directeur de l'Agence Départementale Biterrois,
M. le Directeur de l'Agence Départementale Cœur d'Hérault,
M. le Maire de la commune de Neffiès
M. le Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Hérault,
sont chargés en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Neffiès, le 28/02/2020

Le Maire de Neffiès

Jean-Marie Guillaumon



Montpellier, le 28/02/2020

Pour le Président du conseil départemental
Et par délégation

~~L'Adjoint au Chef du Service
Exploitation et Sécurité Routière,~~

~~Stéphane TOMAS~~

Copie :

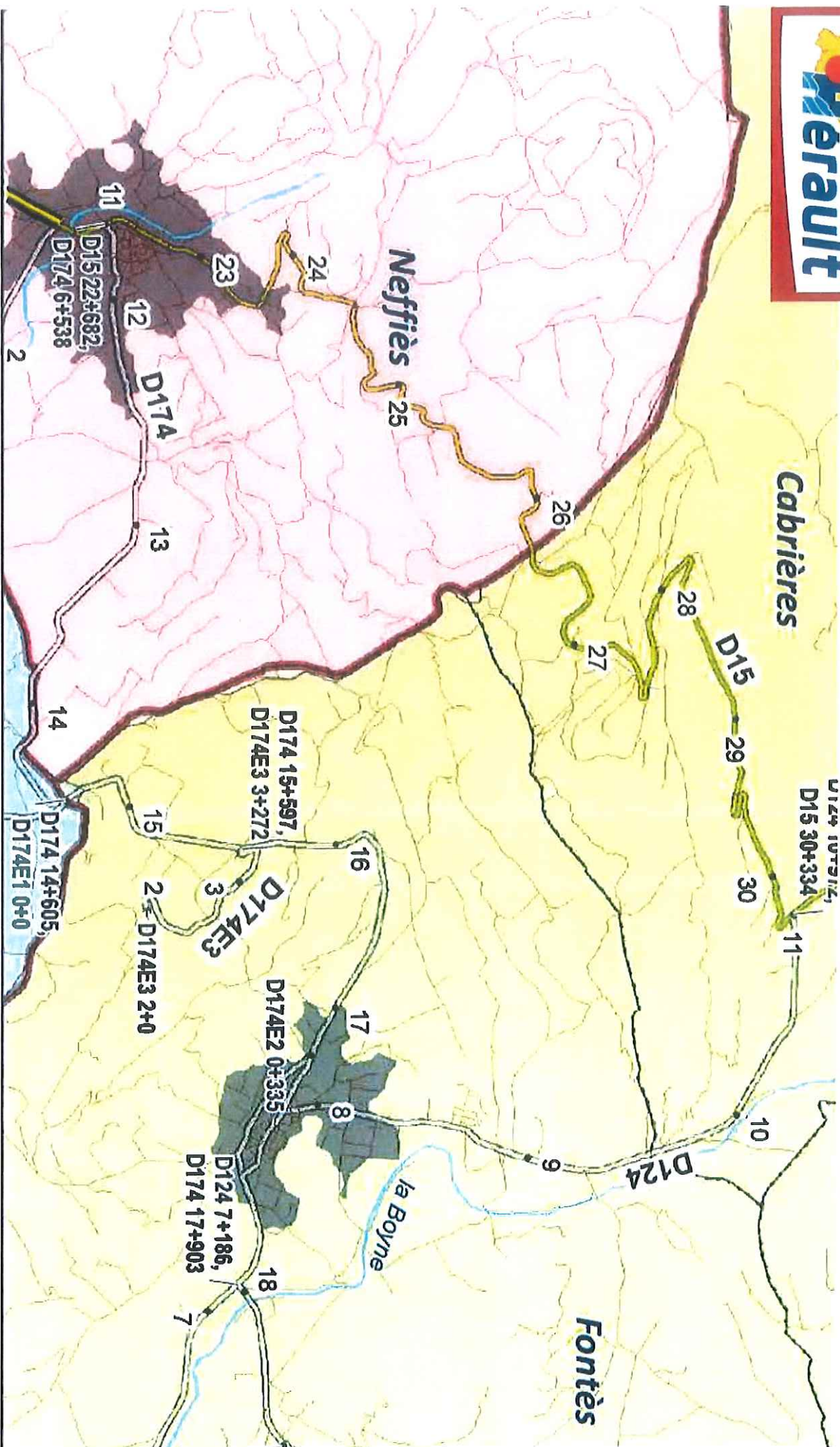
Mrs. les Maire des communes de Neffiès, Cabrières et Fontés

EDSR

CODIS

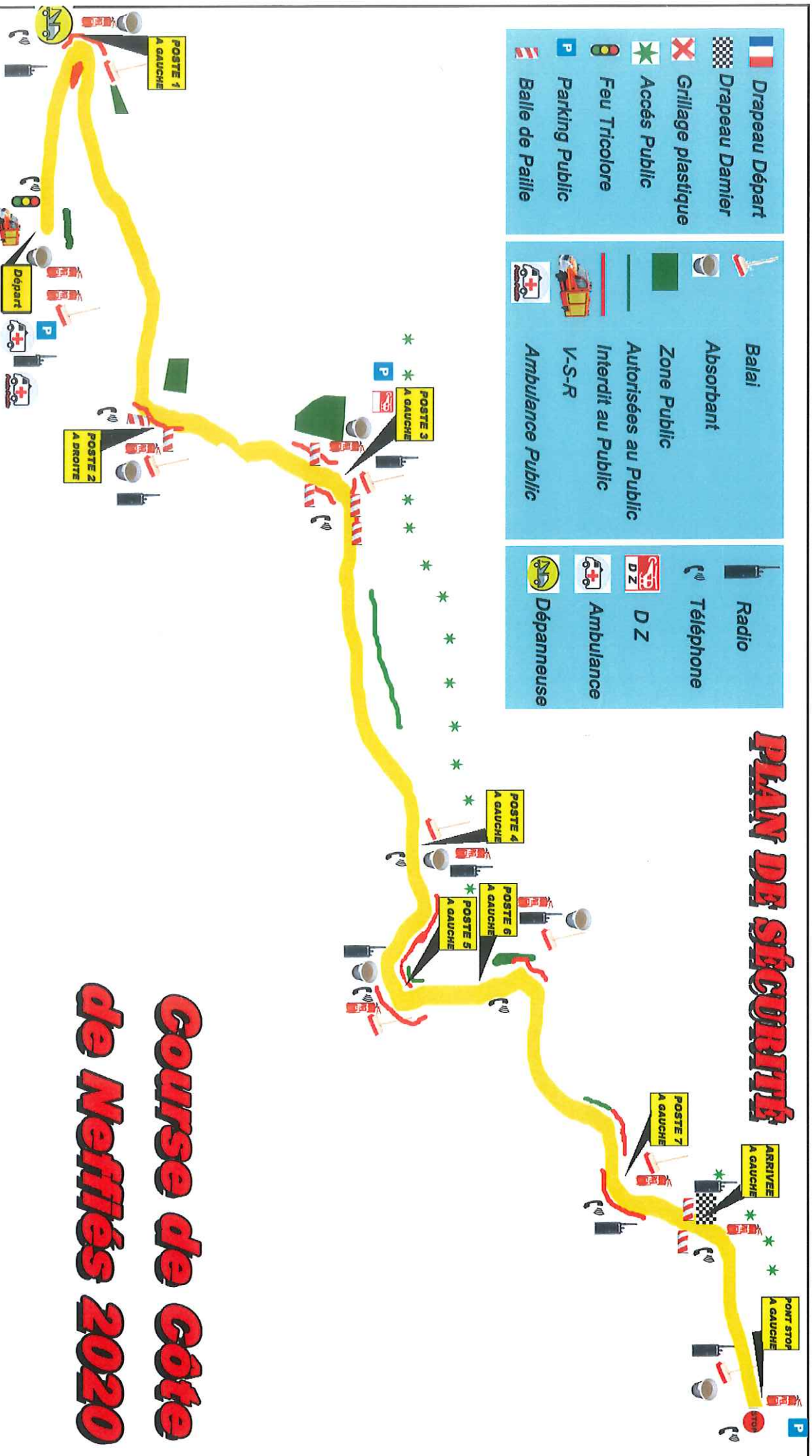
Hérault Transport

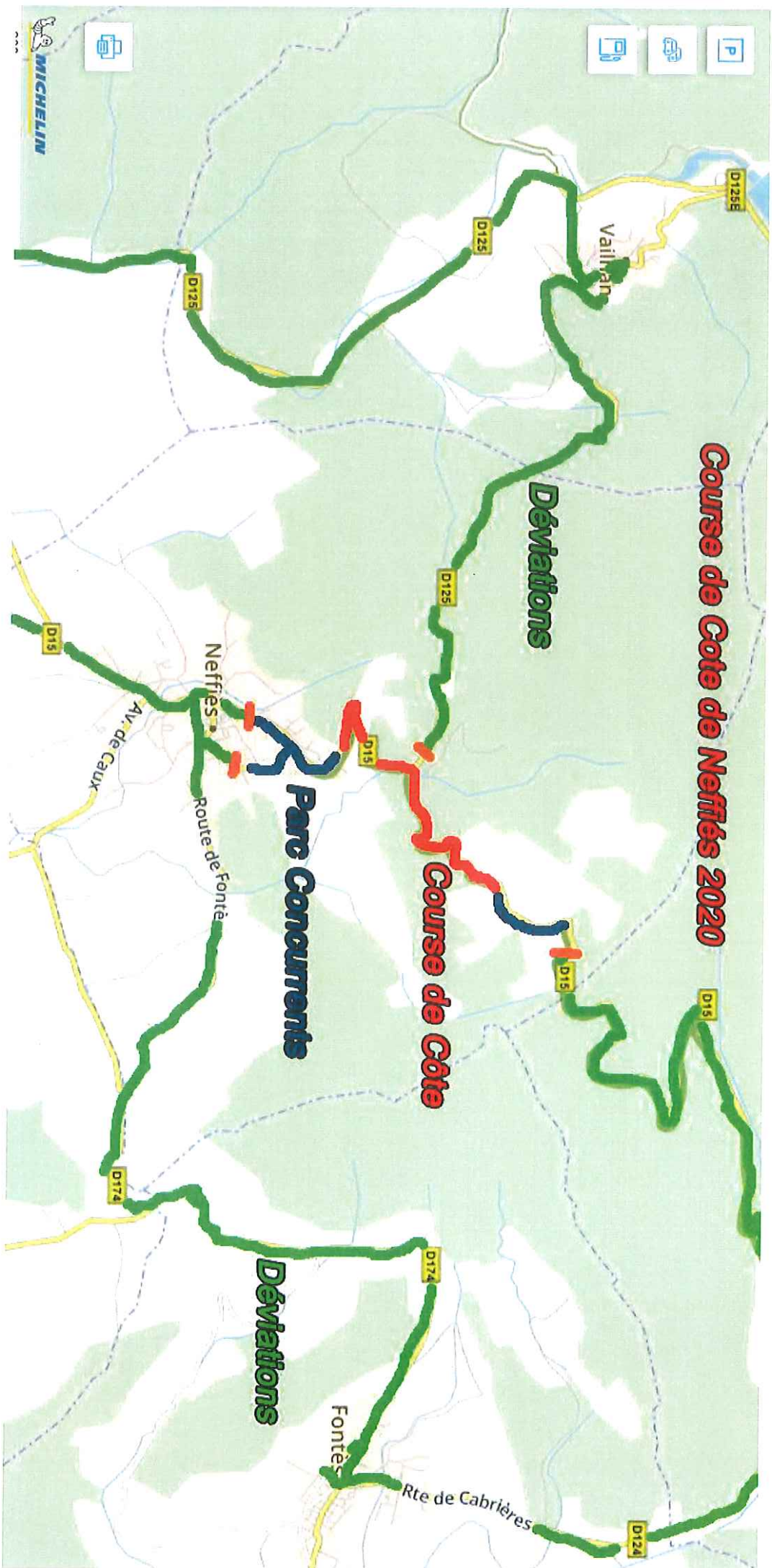
Course de côte de NEFFIES



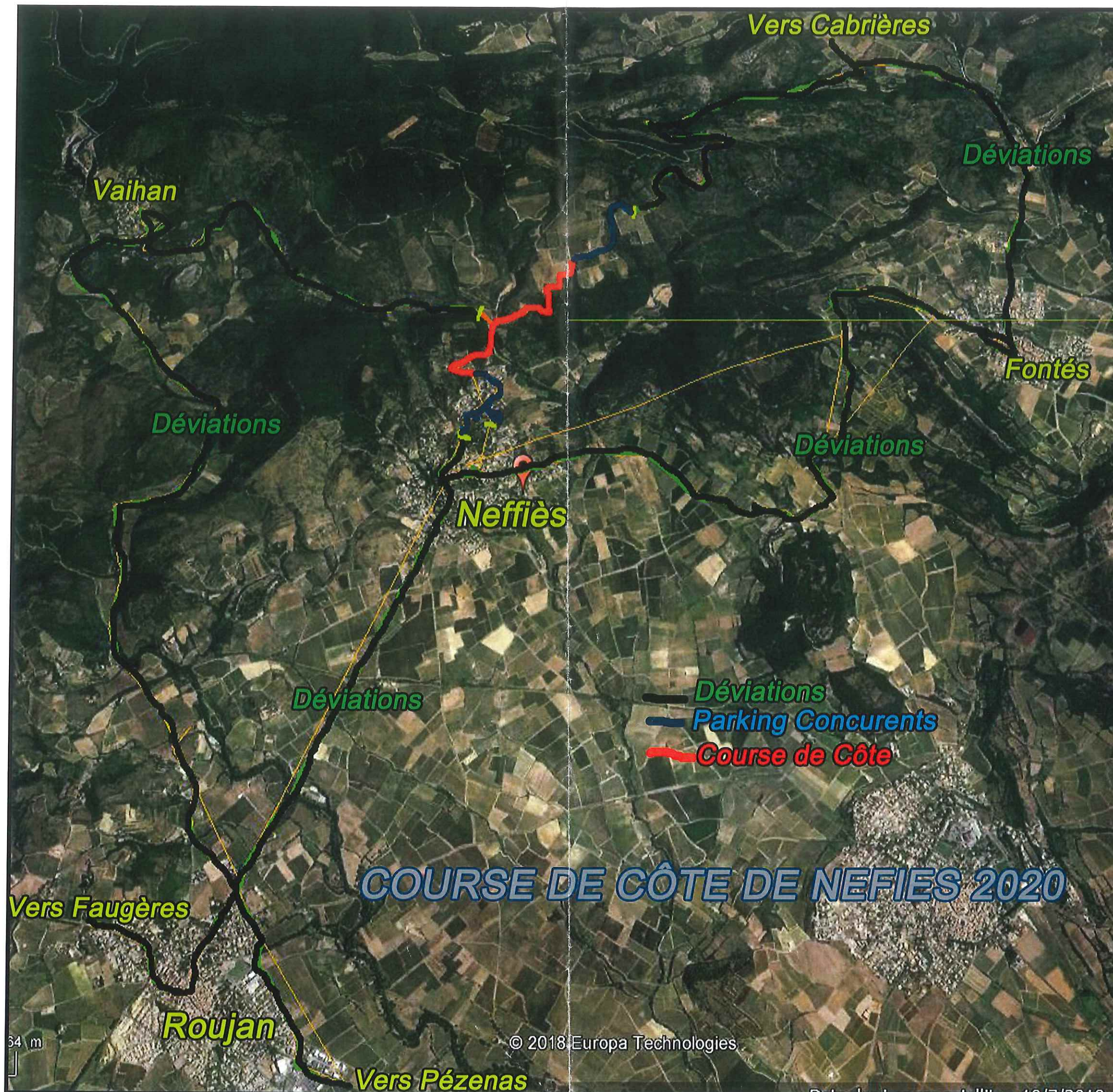
PLAN DE SÉCURITÉ

Course de Côte de Nefflès 2020





8 JAN. 2020
 8 JAN. 2020



Heure d'arrivée :

Dimanche 7h00

Heure de fermeture de la route :

Dimanche 7h45

Mise en place terminée :

Dimanche 7h45

Chargée des commissaires :

Christine GRAUBY

0811/163787

06 19 83 71 06

Pré grille	Point GPS	Nom des officiels		Téléphones
Relation concurrents :		Delphine GRAUBY	0812/163789	06 47 73 82 70
Relation concurrents :		Laurent Coste	0812/133526	06 84 45 24 79
Relation concurrents :		Thierry LE FOLL	0809/58387	06 81 56 51 71
Départ				
DIRECTEUR de Course :		Yves ESCLOUPE	0903/76046	06 80 33 88 79
DIRECTEUR de Course adjoint :		Thierry GRAUBY	0811/163786	06 95 16 07 48
Chronométrateur :		Sophie LIMOUZY	0811/243147	06 87 70 82 48
Chronométrateur stagiaire :		Maryse LAUSSEL	0804/219138	06 43 93 75 52
Cale :		Raphaël DE TORO	0811/297967	06 22 10 23 17
Câne :		Thierry ENJALBERT	0811/235769	06 80 62 97 94
Dispositif de sécurité Départ E.S.				
Médecin :		Dr Jean Claude DESLANDES	0811/223706	06 07 04 40 82
Ambulance :		ASSM 34		
Dépanneuse :		Montpellier Dépannage		
Véhicule d'intervention rapide :		BESNARD		
Préposé matériel :		CHAUNEAU Didier	0811/146022	06 24 46 60 45

Postes Intermédiaires					
Poste	Emplacement	Point GPS	Nom des commissaires		Téléphones
POSTE 1	Chemin à gauche dans l'épingle		Gaby NAYRAL	0811/186539	07 78 39 55 32
			Alex ENJALBERT	0811/239337	06 63 08 82 39
POSTE 2	Chemin à droite au château d'eau		Mario GONGORA	0804/253662	06 67 66 69 03
			David PUESA	0809/197950	06 80 35 60 61
			Laurent SANCHEZ	0804/257259	
POSTE 3	Carrefour Vailhan à gauche		Karine STEAD	0811/257198	06 65 47 19 64
			Stuart STEAD	0811/257197	06 21 39 96 79
			Johan DAVAL	0811/	07 77 82 64 71
POSTE 4	Chemin à gauche		Joël LIGNEUIL	0811/174759	06 70 06 75 39
			Ron BOURMANNE	0811/256021	07 68 50 01 92
			Michel JOSEPH	0811/	
POSTE 5	Chemin à droite		Philippe BRIOLOTTI	0804/298207	06 63 49 97 19
			David PUESA	0809/197950	06 80 35 60 61
POSTE 6	Chemin à gauche		Jérôme PONS	0811/243148	06 34 55 09 72
			Nathalie TRISTANT	0811/	06 82 96 84 41
			Eric MULLER	0811/257198	06 41 57 76 99
POSTE 7	Chemin à droite		Yves BENOIT	0805/137988	06 67 10 66 15
			Bernard AVIGNON	0805/115892	

Arrivée lancée				
Chronométrateur :		Jean-Louis ALLE	0805/2267	06 83 87 89 68
Chronométrateur :		Kévin LABEAUME	0805/250256	
Parc d'arrivée				
Commissaire :		Jean-Marie LAPEBIE	0804/157075	06 81 08 10 29
Retournement				
Commissaires :		Eric BONFILS	0809/195564	06 88 95 42 45